

Interview de Me Louis Gaston Mayila

"Ceux qui m'accusent savent le rôle qu'ils ont joué pour atomiser l'opposition"

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon



Me Louis-Gaston Mayila «les réseaux sociaux sont, pour moi, la calamité du siècle».

Photo : BANDO

Dans cette interview, le président de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), se prononce, sans langue de bois, sur plusieurs sujets qui font l'actualité. Notamment l'état de santé du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba ; la situation politique du moment et la publication de son livre. Lecture !

L'union. Pour commencer, M. le président, une certaine opinion accuse l'opposition d'être moins entreprenante. Que répondez-vous à cela ?

Louis-Gaston Mayila : Ceux qui le disent ont raison. Moi, j'ai une culture d'État, une culture de quelqu'un qui gère et j'aime être critiqué. Depuis que j'ai mis pied dans l'opposition, j'ai analysé le camp et j'ai compris qu'il y en a qui jouent au gendarme et au voleur, avec une mi-temps dans chaque camp (rire). Dès qu'ils sentent que l'opposition a les chances de l'emporter, ils y vont et vice versa. Des exemples de ce genre abondent. Dans le PDG, je n'ai que les amis, je les connais tous. L'opposition ne peut plus inquiéter parce qu'elle a vendu ce qu'elle avait comme fonds de commerce. Pour une opposition qui se respecte, on prend la décision d'aller aux élections et de ne présenter qu'un seul candidat face au PDG dans chaque siège, il y en a qui trouvent le moyen de faire fi de cette résolution et de s'engager seuls. J'avoue que je me sens de moins en moins d'atomes crochus avec tout ce beau monde. Mon objectif, c'est de travailler pour le pays, c'est que le pouvoir change de nature alors que pour beaucoup, c'est que le pouvoir change de main. Or, si le pouvoir change de main avec la même nature, ça ne changera rien. C'est pour cette raison que je propose la réconciliation nationale. Il s'agira d'ouvrir un débat qui abordera des sujets cruciaux, même ceux qui font mal. Il faut que chacun de nous

ait le courage de reconnaître sa part de responsabilité. Mais tant que certains se croiront plus malins que les autres, on ne pourra pas avancer. Ceux qui passent leur temps à m'accuser savent le rôle qu'ils ont joué pour atomiser l'opposition.

Quand vous parlez de réconciliation, sous quelle forme l'entrevoyez-vous ?

Sous la forme d'un grand forum. Ayant été formé à l'école d'Omar Bongo, j'ai appris ce que c'est que le dialogue. J'entends les gens dire, on ne peut pas discuter parce qu'il y a eu des morts. Mais de tout temps, il y a toujours eu des morts. Il y en a eu en 1964, à toutes les élections. Au lieu de le nier, commençons par le reconnaître. Il y a des pays comme le Rwanda, l'Afrique du Sud ou la Côte d'Ivoire qui ont connu des millions de morts, les gens ont décidé de tourner la page. Il faut que ceux qui gouvernent aient le courage d'entendre la vérité. Une fois qu'on y arrivera, on va les re-

censer et on érige un monument aux morts où on inscrira tous leurs noms. Ensuite, on regardera du côté des prisonniers politiques, même s'il y en a qui disent qu'il n'y en a pas. Moi, j'affirme qu'il y en a. Il faudra les libérer. Pour ceux qui sont à l'extérieur et qui ne peuvent pas rentrer, prendre une loi d'amnistie. Après tout cela, on décrètera une journée nationale du pardon.

À un moment donné, le pouvoir actuel a parlé du pacte social. À mon entendement, il s'agit de revisiter toutes les lois sociales. Après tout ceci, on se tournera vers le peuple par le biais d'une loi référendaire qui reprendra le tout et qui se terminera par une interrogation : oui ou non !

Quand le oui va l'emporter et j'en suis certain, après bien sûr une campagne explicative menée par les différents acteurs, nous repartirons du bon pied avec une nouvelle légitimité. **Autre sujet qui fait l'actualité, c'est celui de l'état de santé du président de la République, victime en octobre dernier d'un accident vasculaire cérébral. Une partie de l'opposition n'hésite pas à réclamer une vacance de pouvoir. Quel est votre positionnement face à ce sujet ?**

Je me situe dans le camp de la vérité. Tout ce qui se dit dans les réseaux sociaux qui, pour moi, sont la calamité du siècle est sujet à caution. On a même affirmé que c'est moi qui porte une sorte de je ne sais quoi pour jouer le rôle du soi-disant sosie d'Ali. Du n'importe quoi. Je peux vous dire que c'est faux.

Je ne suis pas médecin, je ne vis pas non plus avec Ali. Ceux qui vivent avec lui nous disent qu'il est là, pourquoi voulez-vous remettre ça en cause ?

Ceux qui parlent de vacance de pouvoir savent pourquoi ils en parlent. Ce qu'ils ne disent pas c'est qu'ils ont tous l'ambition de se porter candidat à une éventuelle élection, tout en sachant qu'ils seront encore battus. On va encore se plaindre et il y aura encore des morts.

La vérité n'a pas de couleur. Il faut accepter

les choses telles qu'elles se présentent. Je ne tiens pas à rentrer dans ce débat de menteurs. Chacun parle en fonction de ses intérêts.

Commençons par débattre de ce qui ne va pas. J'étais au palais l'autre jour, j'ai vu Ali recevoir Sassou Nguesso. Sassou ne le connaît-il pas ? Il vient de recevoir le président Obiang Nguema, lui aussi ne connaît plus Ali ? Vous voulez que c'est moi qui vienne dire le contraire. Je dis non.

Vous venez-vous de publier un livre intitulé : "Et maintenant Monsieur le président ?" De quoi parlez-vous dans cette publication ?

Dans ce livre, je reprends tous les discours que j'ai prononcés en tant que président du Conseil économique et social lors des cérémonies de présentation de vœux au chef de l'État. Et chacun de ces discours était une orientation politique. J'avais fait le constat que le CES était devenu une caisse de résonance où tous les Gabonais voulaient venir se justifier ou s'expliquer devant les conseillers de la République. Dans l'un de ces discours, j'avais posé une question à savoir : Monsieur le président, voilà les textes, voilà les travaux, ça n'avance pas. Maintenant on fait quoi ? Cette question me semble d'actualité. Je pose la même question à Ali Bongo. Et tenez-vous bien, je lui ai dédié ce livre.

Il m'a d'ailleurs envoyé une lettre très émouvante dans laquelle il me demande de continuer de témoigner. Je renvoie la question à toutes les composantes de la société. Le pays échoue, le pays s'embourbe, le pays est en panne, on fait comment ? Je ne fais que poser la question. Ceux qui me combattent proposent quoi ? Autrement dit, quel est le chemin que nous devons emprunter ensemble pour aboutir à une solution qui donne au moins satisfaction au plus grand nombre. On a tout mis en dépit du bon sens. Alors, pourquoi ne pas avoir l'intelligence de se remettre en cause. Je crois que nous avons un pays à bâtir, nous avons des défis à relever. Je suis un éternel étudiant, j'aime apprendre.

Législatives partielles/Libreville/6e arrondissement/2e siège

Eliane Frida Mindoungani ne se représentera pas !



Edouard Mboumi, le représentant d'Eliane Frida Mindoungani, lors de sa déclaration.

Photo : Abel Eyeghe

AEE
Libreville/Gabon

C'EST dans un document lu, par son représentant, Édouard Mboumi, hier au quartier Tahiti, qu'Eliane Frida Mindoungani, ancienne candidate du Centre des libéraux réformateurs (CLR) aux dernières élections législatives d'octobre 2018, au 2e siège du 6e arrondissement, a décliné l'offre des populations de cette circonscription politique qui souhaitent la voir à nouveau être candidate. Dans ce document, Eliane Frida Mindoungani, après avoir remercié toutes les

personnes qui l'ont soutenue durant son passage à la mairie du 6e arrondissement de Libreville, d'abord en tant que maire adjoint de 2009 à 2013 et maire titulaire de 2013 à 2018, a expliqué son choix : "Ma probité morale et surtout l'unité de notre arrondissement m'imposent à faire ce choix. Mais je reste un acteur politique et social majeur pour le développement de notre arrondissement que je continuerai à défendre sans faille". Toutefois, l'ancienne cadre du CLR, absente du territoire indique "dans un futur très proche je serai de retour au pays et je sillonnerai

à nouveau les quartiers du 6e arrondissement et particulièrement ceux du 2e siège pour vous donner ma position plus

explicitement et probablement le nom d'un candidat que nous soutiendrons."

Pour clore, elle a appelé les

uns et les autres de bien vouloir accepter sa décision "qui peut-être gênerait." Mais dans la vie, poursuit-elle, "il

y a des choix qui sont souvent difficiles à opérer, mais que l'on fait pour satisfaire le plus grand nombre."

Gabon Telecom
HAPPY DAY
AVEC LES BONUS INTERNET
25 JUILLET
50% BONUS
Valable sur tous les forfaits Internet Libertis et Moov
LE RÉSEAU DU HAUT DÉBIT